

<https://www.snetap-fsu.fr/14-octobre-2025-Mobilisation-contre-le-traite-UE-Mercosur.html>



# 14 octobre 2025 - Mobilisation contre le traité UE-Mercosur

- Nos Actions - Les Mobilisations -

Date de mise en ligne : mercredi 15 octobre 2025

---

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

---

Ce 14 octobre 2025, à l'appel de la Confédération paysanne et avec 50 autres organisations, le SNETAP-[FSU](#) et la FSU étaient présents à la manifestation entre les Invalides et le Champs de Mars à Paris.

Nos organisations étaient mobilisées contre l'accord UE-Mercosur, pour un commerce international régulé et équitable.



**L'intervention d'Olivier Gautié, Secrétaire Général Adjoint Politique Scolaire et Laïcité**

## Jusqu'au bout...

Depuis que la crise du monde agricole est à ciel ouvert, Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs n'ont eu de cesse que d'éviter soigneusement de répondre aux vrais problèmes et revendications des paysannes et paysans, à savoir l'accès à la terre (via une loi foncière pourtant promise dès le premier quinquennat), la rémunération du travail (avec des prix garantis au regard des coûts de production) et la fin des distorsions de concurrence (par le refus des accords de libre-échange tels qu'ils les entretiennent et les amplifie).

Le jeu malsain a consisté à détourner l'attention de l'opinion et d'une partie de la profession agricole, avec le concours des lobbys de l'agrobusiness ([FNSEA-JA](#)-Coordination Rurale, tenants de l'agrochimie et autres représentants de l'agroalimentaire) en criant haro sur l'écologie, les normes et autres contrôles pourtant gages de la valorisation des produits et de la qualité de notre alimentation. A cela, le Président a ajouté sa touche personnelle en matière de promesses non tenues ou en passe d'être rayées d'un trait de plume...

C'est le cas de la signature de la France qui risque fort de se retrouver au bas de l'accord du MERCOSUR, ce qui serait un pur scandale, tant en matière de parole donnée (mais là on n'est sans doute plus à ça près) que de ce que cela voudrait dire pour le monde agricole. Comme Stéphane Galais le rappelait très justement lors du Sommet de l'élevage, en Auvergne, mardi dernier : « C'est un accord qui va déstructurer notre souveraineté alimentaire, qui favorise la mise en compétition et donc la politique du moins-disant ». Et sur ce « moins-disant » on se permettra une autre citation, d'un macroniste repenté mais pour qui « manger c'est voté », à savoir Perico Legasse qui lors des

assises régionales de l'alimentation qui se sont tenues le 7 octobre dernier en Centre Val de Loire a fustigé l'actuelle inoxydable ministre de l'agriculture qui en guise de réponse à ces distorsions de concurrence se contente d'inciter le monde agricole à s'aligner sur les mauvaises pratiques des autres pays... et ce faisant, je cite, « à faire la même merde » !

La FSU et le SNETAP-FSU sont donc à leur place aujourd'hui comme hier et moins que demain, aux côtés de la Confédération Paysanne et des dizaines d'associations et collectifs, paysans, défenseurs de l'environnement ou des consommateurs qui sont réunis ce jour à Paris pour exiger que les engagements du Président Macron (ou ce qu'il en reste) qui avait, lors du dernier Salon de l'agriculture en février 2025, fustigé « un mauvais texte » et promis qu'il ferait « tout pour qu'il ne suive pas son chemin, pour protéger cette souveraineté alimentaire et européenne ». Allez... un peu d'armature, Monsieur le Président... à défaut de conviction !



### **L'intervention de Marie Haye, Secrétaire Nationale de la FSU**

La recherche effrénée de profits et la mondialisation des échanges détruisent les écosystèmes et dérèglent le climat. C'est ce capitalisme prédateur qui détruit l'agriculture saine et nourricière, les services publics, la protection sociale. Ce même capitalisme prédateur qui détruit des vies. Les plus pauvres, partout dans le monde, en sont les premières victimes. Pour la FSU, la véritable rupture sera écologique et sociale, ou ne sera pas ! La transformation écologique de nos sociétés est indissociable de la réduction des inégalités : elle doit s'accompagner d'une redistribution des richesses, à l'échelle de la société française comme entre les pays.

Les accords UE-Mercosur vont à rebours de cette aspiration à la justice sociale et écologique, pourtant partagée très largement dans la population. Depuis 25 ans, la Confédération paysanne se bat contre ces accords qui mettent en concurrence les paysannes et paysans du monde entier. Ces accords qui tirent les prix et leurs revenus vers le bas ; qui font passer les intérêts financiers avant notre alimentation, notre santé, le climat et la biodiversité.

Parce que les vrais besoins des paysannes et paysans et des populations qu'elles et ils nourrissent sont incompatibles avec les intérêts du capital, pour contraindre la France à tenir ses engagements, pour empêcher l'avènement de ce traité de libre-échange, pour une politique publique de transition agroécologique, de relocalisation,

de sécurisation du revenu paysan, pour la souveraineté alimentaire, celle du droit des populations à bénéficier d'une agriculture et d'une alimentation saine et nourricière, nous devons faire front commun, comme nous l'avons fait pour la loi Duplomb.

Aujourd'hui, la FSU participe à cette nécessaire convergence entre syndicats de salarié-es, société civile et paysannes et paysans. Aujourd'hui, elle exprime sa solidarité avec nos deux camarades de la Confédération paysanne en procès pour avoir mené, le 5 décembre 2024, une action syndicale au Grand Palais lors de la 64e Bourse européenne de commerce, haut lieu de la spéculation internationale sur les produits agricoles. Cette répression militante et syndicale est scandaleuse.

La FSU se bat pour une agriculture au service d'une alimentation de qualité pour toutes et pour tous.

Pour lutter contre la malnutrition et dénutrition, pour assurer la qualité et la sécurité alimentaire, il faut transformer radicalement le système. Le transformer pour privilégier : production biologique, transformation locale et valorisation de circuits courts, y compris dans la restauration collective et scolaire. Pour la FSU, l'enseignement agricole public est le bon outil pour rechercher et promouvoir de tels systèmes agricoles vertueux.

Contre l'offensive que nous subissons toutes et tous, celle d'un système capitaliste en crise fondé sur l'accaparement, l'exclusion, la destruction, la guerre, le déni des limites planétaires, un système qui ne profite qu'à la petite minorité des plus riches, toutes et tous ensemble, ouvrons la voie à une société d'émancipation dans un monde solidaire ! Il n'y a pas de planète B ! Les manifestations climat réactivées lors des marches des résistances le 28 septembre dernier l'ont rappelé, ainsi que les liens indissociables entre nos combats pour l'écologie, nos droits, les solidarités, la démocratie...

